|  |
| --- |
| Yvan Simonis  Anthropologue, retraité de l’enseignement, Université Laval  (1994)  “Droits nouveaux et raisons démocratiques.”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Yvan SIMONIS,

**“Droits nouveaux et raisons démocratiques.”**

In ouvrage sous la direction de Françoise-Romaine Ouellette et Claude Bariteau, **Entre tradition et universalisme.** Recueil d’articles suite au Colloque *Entre tradition et universalisme* tenu à Rimouski par l’ACSALF du 18 au 20 mai 1993, pp. 401-406. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1994, 574 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel: La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière :  
professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa :  
[marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

Yvan Simonis : [simoniver@hotmail.com](mailto:simoniver@hotmail.com)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

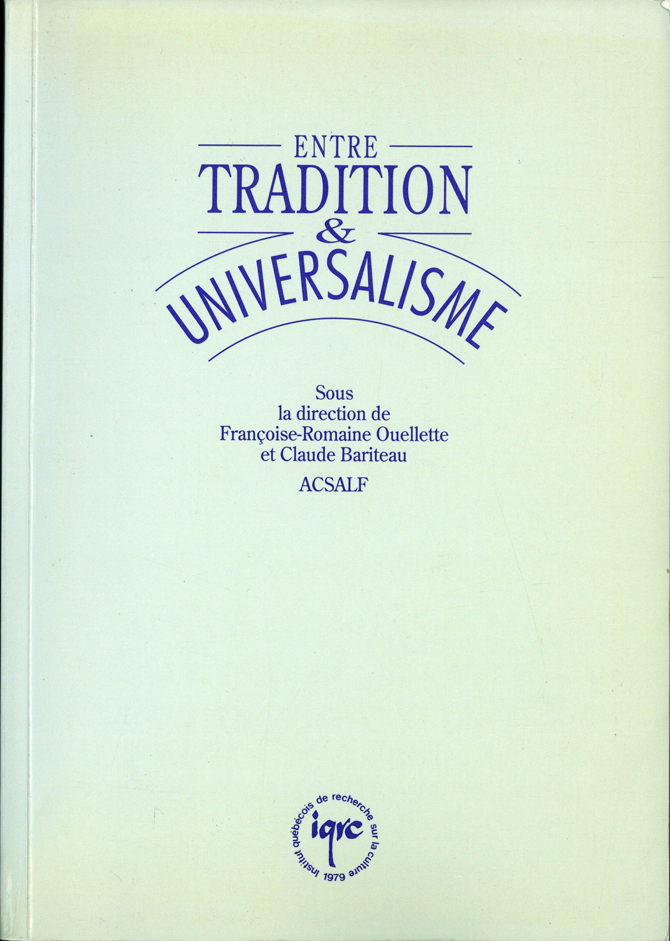
Édition numérique réalisée le 14 avril 1919 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

Yvan Simonis

Anthropologue, retraité de l’enseignement, Université Laval

“Droits nouveaux et raisons démocratiques.”



In ouvrage sous la direction de Françoise-Romaine Ouellette et Claude Bariteau, **Entre tradition et universalisme.** Recueil d’articles suite au Colloque *Entre tradition et universalisme* tenu à Rimouski par l’ACSALF du 18 au 20 mai 1993, pp. 401-406. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1994, 574 pp.



La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : [marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[401]

**Entre tradition et universalisme.**

Recueil d’articles suite au Colloque *Entre tradition et universalisme*  
tenu à Rimouski par l’ACSALF du 18 au 20 mai 1993.

**DEUXIÈME partie**

D. RELIGIONS DES DROITS :  
ENTRE COMMUNAUTARISME ET INDIVIDUALISME

27

“Droits nouveaux  
et raisons démocratiques.”

Par Yvan SIMONIS

Département d'anthropologie, Université Laval

L’individualisme conduit inévitablement à la religion des droits que chacun réclame pour soi. Les États qui acceptent le principe de leur limitation par le Droit, de leur légitimité par le recours à des élections démocratiques ont tous accepté progressivement le mécanisme clé d'un vote par citoyen majeur en droit, ils fondent sur les unités individuelles, sur le recours aux individus, la légitimité même des gouvernements fiduciaires de l'État. La croyance dans les droits universels de la personne est bien établie et produit ses « théologies » et ses conséquences pratiques. Sur le plan des fictions politiques, la riche fiction démocratique l'a, semble-t-il, emporté. Il ne faut donc pas s'étonner de l'individualisme et de la démultiplication des demandes individuelles de droits nouveaux. Les options historiques produisent leurs effets. Dès 1848, la Constitution française plaçait, sans ambiguïté, l'individu au-dessus de l'État. La Charte des droits de la personne est au Canada fondée sur les mêmes options.

On notera par ailleurs que le triomphe de *l'homo economicus* « à l'anglaise » encourageait au nom même de la croissance économique et des richesses qu'on en attendait, l'autonomie des individus. L'idéologie du capitalisme libéral à l'anglaise a toujours plaidé - ce fut même un de ses arguments majeurs contre la poursuite de l'esclavagisme - que l'économie se porterait mieux de pouvoir compter sur des hommes libres capables d'initiatives économiques personnelles. Si l'on ajoute à cela la tradition occidentale de la personne responsable de ses actes, on ne s'étonnera pas [402] qu'un des scénarios prévisibles prenne la forme actuelle d'une surenchère individualiste.

Même s'il faut s'en plaindre, on ne peut être surpris par les excès de l'individualisme occidental. Tocqueville depuis longtemps en avait apprécié les risques et la valeur. « Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, disait-il dans [*De la démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1), il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît [[1]](#footnote-1). »

Les revendications de droits nouveaux signifient le triomphe de la raison démocratique, « religion désormais obligée », comme le dit P. Legendre. Si j'étais individu, je me méfierais cependant. L'adoption de la rationalité des droits par l'individu - et donc des innombrables déductions possibles qu'elle permet - me paraît plus le triomphe de cette rationalité que le triomphe de l'individu. Jouant son identité et les légitimités qu'il réclame sur cette rationalité, l'individu n'est-il pas là bel et bien approprié par le triple raisonnement du droit, de l'État et de l'économie et ne s'est-il pas mis en position de soumission aux raisonnements utopiques les plus démagogiques, les moins individualisants et les plus totalitaires ? La réduction de l'individu à la seule raison instrumentale est décidément trop courte. La liberté individuelle fut d'abord conçue comme le passage de l'allégeance aux contrats librement consentis mais on peut se demander si le contrat suffit à rendre compte de la société et mérite même de conserver son statut de valeur fondamentale.

Mon raisonnement se comporte ici comme pour les rapports de la culture et de l'État dont nous dirons un mot plus loin. Loin d'assister au triomphe de l'ethnicité et des cultures partout, n'assistons-nous pas davantage au triomphe de l'État sur toutes les cultures puisque celles-ci ne visent, par le prétexte de leurs différences, qu'à devenir des États ? Ces renversements ne surprendront que ceux qui croient encore - pour pasticher Althusser - à « la simplification en dernière instance ».

Pour ce qui est de l'individualisme, l'état démocratique se retrouve en tout cas dans la situation humiliante de celui qui ne peut suivre le train des attentes qu'il a développées. Il est incapable de produire les raisons aptes à répondre aux demandes rationnelles individualisées. Il me semble qu'une voie de réponse serait, pour l'État comme pour les citoyens, de concevoir plus clairement leur dépendance commune à l'égard de *l'institution* qui fonde à mon avis leurs rapports. L'anthropologie sait depuis longtemps qu'il n'est pas besoin d'État pour qu'il y ait des êtres humains vivants en société, que l'humanité existait avant l'État, mais elle sait aussi que l'institution est là depuis toujours, nécessaire absolument, le bien [403] commun par excellence et la limite même au triomphe actuel suspect de la logique des contrats. Bien commun parce que tous doivent y avoir accès, bien commun parce qu'il ne se partage pas.

La question centrale du rapport de l'individu à l'institution cadre à mes yeux la réflexion sur les rapports de la culture et de l'État. J'y reviendrai en m'inspirant directement des travaux de Pierre Legendre [[2]](#footnote-2) après un détour par les débats actuels qui opposent modernistes et postmodernistes et cadrent actuellement la demande de droits nouveaux et la question de l'individualisme.

Depuis la Renaissance - et de bien des façons il est vrai - la modernité s'est éloignée des traditions locales en développant un universalisme qui n'a pas craint de remettre en cause à peu près tous les acquis précédents. Il fallait transformer le monde et soi-même et projeter sur l'avenir la construction libérante d'une société nouvelle. La modernité a pratiqué la destruction créatrice espérant construire la cité universelle au prix de la bousculade des coutumes. Sciences, techniques, communications, conquêtes, tout était légitime et l'Occident dans un grand souffle s'y est mis. Les projets étaient nombreux, le capitalisme s'y adapta le mieux : nous avons cru et nous croyons encore à l'accumulation et au profit appuyé sur les idées d'une expansion continue et du progrès rapide.

La perception d'un monde qui se déconstruit sous l'impact de la liberté de projeter un avenir radieux était clairement établie bien avant le postmodernisme actuel. Le postmodernisme est, en un sens, la continuation de la déconstruction mais appliquée cette fois aux projets modernistes eux-mêmes de refaire le monde. Sur le fond la question n'est plus évitable : pouvons-nous encore croire à des idées universelles capables de fonder des projets cohérents ? On se méfie à présent des projets modernistes de la libération des hommes par la transformation du monde. Les deux grandes guerres, Auschwitz, les grandes crises financières, etc. sont trop de moments qui ont fini par rendre le projet suspect sans compter le projet marxiste, typiquement moderniste, et dont la hâte de réussir a entraîné la destruction de l'homme et de la nature.

Le postmodernisme se méfie des narrativités trop englobantes qui donneraient à nouveau naissance à des projets analogues à ceux du modernisme. Situation de crise typique. Ce courant donne l'heure idéologique de la claire conscience critique des risques accumulés par les illusions modernistes dont le marxisme et le capitalisme sont les tributaires. Le postmodernisme est à la fois un produit de la modernité et sa critique par la poursuite d'une de ses dimensions.

[404]

La critique postmoderniste fait toutefois l'impasse sur le problème de l'institution auquel elle devrait s'attacher si elle cherche la limite de ses propos. Faisons retour un instant sur l'institution et l'État avant d'en revenir aux demandes individuelles.

Ce n'est pas parce que l'État reprend à son compte, dans ses lois et le cadre du Droit, certaines coutumes ou traditions culturelles qu'il est explicable par ces traditions. L'État n'est pas une fleur de la culture, il ne se forme pas par déploiement végétal, il est plutôt une mise supplémentaire qui se démarque par son tranchant et ses options, il est une autre manière de traiter le rapport social. La culture court en effet le risque de se transformer en religion en prétendant soumettre le droit à ses prérequis. Le droit n'est plus alors une limite opposable à la culture, il est transformé en moyen d'imposer une vision du monde sans limite, essentiellement mystique par conséquent, le Graal à défendre. Le Graal au nom duquel la culture va parfois jusqu'à régenter le détail des vies quotidiennes, ne distribuant les légitimités que si l'on ressemble à ses fictions, en un mot la fraternité-terreur. L'état de droit ne pousse pas comme une fleur sur le terrain de la culture, il suppose des ruptures. Bien sûr, il est impératif qu'il reste adéquat et ne détruise pas ce qu'il traite. Ici se forment les rapports de l'État à l'être humain. Loin de n'être qu'une façon de s'éloigner des gens pour vaquer à ses combines militaires, économiques ou juridiques, l'État romain — puisqu'il a inspiré tous les développements des États occidentaux qui ont suivi- s'est appuyé - comment faire autrement ? - pour s'en démarquer - sans quoi rien de nouveau - sur les coutumes familiales et politiques de Rome dont il a retenu quelques clés dans son droit civil : l'état civil est réglementé par des lois cadrées par un Droit qui est toujours resté attentif à la suite des générations, conscient qu'une société se reproduit, se transmet de génération en génération. L'ambiguïté qui s'installe ici dans plusieurs débats indiquent bien à la fois l'irréductible ambivalence des rapports culture-État sur ce point et montre à la fois clairement que l'option de l'État n'est plus celle de la culture sur ces mêmes points. Je m'explique : l'État est parti de la situation romaine pour marquer sa place, il s'est appuyé sur la notion de « père », de « fils de », mais rapidement il a tenu à l'écart la situation réelle des rapports familiaux pour redéfinir, de plusieurs façons, ce qu'il en retenait. Il s'est mis en position de « père » à l'égard des « pères » romains, il a fait de pratiques des institutions, il a développé les obligations de tous à l'égard de l'État, il s'est installé comme référence et s'est emparé de la légitimité, il a progressivement tenu à établir les rapports qu'il souhaitait avec les citoyens sur le terrain de la raison et l'expression privilégiée de ses rapports se fit nécessairement sur le terrain du Droit où se rencontrent l'État et ses protégés, ses citoyens. La raison du droit rendit peu à peu caduque sur son terrain, l'origine sociale ou culturelle, les croyances religieuses, la sexualité, les opinions des acteurs qu'elle y rencontrait.

[405]

Du point de vue de l'État, surtout dans les conditions sociologiques actuelles, il n'est pas l'heure de se laisser ramener sur le terrain de la culture, l'État s'y affaiblirait et les consensus qui le soutiennent seraient rapidement mis en cause. C'est pourquoi de même que nous en sommes venus lentement à la claire distinction de l'État et de la religion, il faut clairement apercevoir qu'un des grands enjeux actuels est celui de la claire distinction de l'État et de la culture. Du point de vue de l'État, il me semble pertinent d'avancer l'hypothèse que si des groupes de citoyens décident de s'unir pour des raisons d'appartenance culturelle, ils exercent le droit de s'associer et que si ces groupes veulent accéder à l'État, ils doivent savoir, dans la tradition occidentale telle qu'elle s'est développée, qu'ils viennent de changer de ligue. Ce qui me frappe à cet égard c'est la confusion suivante. Il est rare historiquement, et de toutes manières très récent, que des cultures veulent se donner l'État et de toute façon ce qui triomphe ici, ce ne sont pas les cultures c'est l'État, c'est sans le savoir le triomphe de la raison de l'État sur les raisons de la culture. Ces frontières sont à surveiller.

Plaider ainsi la primauté de l'État parce qu'il est institution, parce qu'il est État de droit, pouvoir légitime, et grâce au droit assurance de la raison comme lieu de rencontre viable des humains, plaider cela sans plus risquerait pourtant de cautionner la position de ceux qui soutiennent la primauté de la logique des contrats, le triomphe d'une conception de l'État comme gestionnaire rationnel et les cérémonies des entreprises pour se présenter comme modèles à suivre par les États.

La rationalité de l'État est liée aux options qu'il a prises à travers l'histoire sur le meurtre et la filiation. L'espace du droit privé, et particulièrement celui du droit civil, est celui où se joue d'abord la mise qui fait légitimité ou non, celle qui dévoile la Référence fondatrice que reconnaît l'État qui doit trouver le moyen de se fonder sur la reconnaissance chez l'homme des leviers qui le font marcher. La rationalité n'est donc pas seulement celle du syllogisme, des termes au contrat, elle sera celle du raisonnable fondé sur le croyable. Nous sommes au coeur de l'œuvre de Pierre Legendre dont nous ne pourrons pas développer ici la position.

On comprend mieux que la « demande de droits » n'est pas surprenante et qu'elle est en même temps ambiguë et multidimensionnelle. Estelle un symptôme du triomphe de la logique des marchés, le « libre marché du normatif » comme le dit Pierre Legendre ? Est-elle appel à la reconnaissance d'une place ? Est-elle autofondée ou appel à l'institution ? Cette « demande de droits » est-elle excessive et par son excès même déconstruction du lien social ? Y confond-on le « je », le « privé », le « subjectif », le désir dans le melting-pot de la confusion des places ? La « demande de droits » est-elle la demande d'être jugé et au besoin pardonné ou voulons-nous prendre la [406] place du juge ? ou des jurés ? La « demande » est-elle le droit ? Est-elle la reconnaissance que nous ne sommes que si le droit nous dit ? Ou, petits dieux défiant l'État, nous savons que notre demande est trop grande et que l'État échouera à nous reconnaître ?

Il est singulier d'observer dans cette affaire la co-présence de la demande de droits réclamée par un « je » qui tient à être reconnu comme argument suffisant et la claire conscience de la fluidité subjective du « sujet » postmoderniste sensible au bouillon d'impressions qu'il porte et qu'il avance en argument. Ces deux personnes sont-elles les mêmes, de temps en temps l'un, de temps en temps l'autre, ou encore l'une assurant à l'autre sa liberté mais tous deux complices pour dire le paradoxe de notre temps ? Dans la mesure où ce « je » est le produit d'une construction du savoir sur soi à la Foucault, elle n'est nullement un argument sinon pour s'en méfier. En effet les constructions changent, la dernière ne s'impose pas sinon il faudrait la maintenir. Est-elle clé pour l'avenir ? Le « je » qui s'est répandu est-il fondé ? Même l'institution et les options qu'elle implique ont-elles droit à une défense absolue ?

En attendant nous entretenons le clavier de nos atouts et nous y circulons comme un veilleur de nuit qui s'éclaire en allumant des réverbères le long de son circuit. On peut toutefois redouter que ce « je », cette subjectivité baignée dans l'« archaeology of the morning » postmoderniste ou ce « je » qui plaide l'intérêt de le reconnaître reste trop souvent en deçà du lien aux autres. Dans ce cas il ne serait ni responsable ni coupable, ni par conséquent pardonnable.

**NOTES**

Les notes en fin de texte ont toute été converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page afin d’en faciliter la consultation. JMT.

1. Alexis de Tocqueville, [*La démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1), Paris, U.G.E., 1963, p. 282. (Coll. « 10/18 »). [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir, par exemple, de Pierre Legendre : Le désir-politique de Dieu. Étude sur les montages de l'État et du Droit (Fayard, 1988) et Les enfants du texte. Étude sur la fonction parentale des États (Fayard, 1992). L'œuvre de Pierre Legendre est à lire en entier. Nous sommes conscients de sous-entendre dans ce texte que son œuvre est déjà bien connue. J'ai tenté dans un article de clarifier succinctement l'essentiel de la position de Legendre (« [Note critique sur le droit et la généalogie chez Pierre Legendre](https://www.erudit.org/fr/revues/as/1989-v13-n1-as781/015055ar/)», Anthropologie et sociétés, 1989, vol. 13, n° 1, pp. 53-60), j'ai essayé ensuite par le jeu des questions et des réponses de lui faire préciser quelques thèmes de son œuvre, notamment celui des images (« L'image de ce qui ne peut pas être vu ». Anthropologie et sociétés, 1992, vol. 16, n° 1, pp. 81-90) et plusieurs autres avec Mikhaël Elbaz (« [Le ficelage institutionnel de l'humanité](https://www.erudit.org/fr/revues/as/1989-v13-n1-as781/015056ar/)», Anthropologie et sociétés, 1989, vol. 13, n° 1, pp. 61-76). [↑](#footnote-ref-2)